



Saint-Lô, 30-9-2017

MANIFESTATION CONTRE « LA MISE EN MARCHÉ » de l'EPR
Intervention de Didier ANGER

En décidant de manifester aujourd'hui à St Lô, Préfecture de la Manche, c'est à l'Etat que nous nous adressons et au nom du collectif antinucléaire Ouest, je vous remercie de vous être mobilisés dans cette période difficile. Je vous transmets le salut de nos amis opposants aux 2 EPR d'Hinkley. Ils ne peuvent être là aujourd'hui, mais nous restons en contact.

En France, l'Etat et le nucléaire ne forment qu'un tout aux tentations totalitaires.

- L'ETAT est propriétaire des installations nucléaires CEA, AREVA EDF ANDRA.
- **L'IRSN et l'Autorité de sûreté Nucléaire (ASN), officiellement indépendants** sont des organismes dont les dirigeants **sont nommés par le pouvoir d'Etat**, présidence de la République, de l'Assemblée Nationale et du Sénat, choisis au sein du Grand corps des Mines, d'Etat.
- **Le pouvoir politique est pénétré par les affidés et les représentants de l'industrie nucléaire.** Dernier exemple en date, celui du premier ministre actuel, Edouard Philippe, ancien directeur des affaires publiques d'AREVA et qui a travaillé en étroite collaboration avec Anne Lauvergeon, dite « *Atomic Anne* »
- Le « pantouflage », passage des hauts fonctionnaires de la fonction publique au privé, interdit dans d'autres pays européens, est permis dans le nôtre.
- Les antinucléaires sous surveillance policière sont visés par un pouvoir autoritaire et qui **n'hésite pas à employer la force et à mutiler comme il vient encore de le montrer à Bure, Bure dont nous sommes solidaires. (Une caisse pour la solidarité financière est à votre disposition au stand d'accueil).**

Des scandales d'Etat se sont faits jour et expliquent cet acharnement à vouloir construire coûte que coûte le réacteur EPR de Flamanville :

- **Le scandale financier des endettements d'AREVA et pire encore de celui d'EDF (37 milliards avoués, garantis par l'Etat).**
- Mais aussi **les combines financières à l'origine du scandale technologique :**
- ☛ **C'est l'affaire d'URAMIN et de l'achat d'une mine d'uranium sans uranium pour laquelle Anne Lauvergeon, ancienne dirigeante d'AREVA et son mari, Olivier FRIC, cela ne s'invente pas- ont été mis en examen. Cette affaire d'État politico-financière a impliqué non seulement la multinationale française Areva, mais aussi des entrepreneurs canadiens, et plusieurs responsables politiques français et africains. Après son rachat par Areva, les gisements d'uranium se sont révélés rapidement tous inexploitable. Areva a subi des pertes financières considérables, de plus de 3 milliards d'euros, et Anne Lauvergeon a été limogée.**
- ☛ **C'est aujourd'hui l'affaire des forges du Creusot et de la fabrication des fonds et couvercles des cuves destinées aux EPR qui est mise à jour, forges achetées par Michel Yves Bolloré, le frère de l'autre, 800 000 euros en 2003 et revendues en 2006 à AREVA pour 170 millions d'euros !**
- Les conséquences de cette opération financière douteuse ont abouti à la situation que l'on connaît des anomalies de concentration de carbone qui fragilise l'acier de la cuve. Et ces aciers non conformes aux lois et réglementations, fabriqués en 2005/2006 sont aujourd'hui validés par les différentes commissions mises en place par l'ASN et l'Etat .

➤ **Pourquoi et comment en est-on arrivé là?**

Nous avons dénoncé ce projet EDF dès le début des années 2000 comme inutile, coûteux et dangereux. **Il n'a été mis en oeuvre qu'à des fins commerciales à l'international.**

1° Après Olkiluoto et la Chine, c'est un échec : 2 réacteurs ont été vendus par EDF à British Energy, sa filiale en Grande Bretagne. Les risques demeurent pour la maison mère.

2° Les négociations avec l'Inde piétinent.

3° De nouveaux espoirs résident dans la vente à l'Arabie Saoudite qui vous le savez, n'a ni pétrole, ni soleil mais aimerait avoir du nucléaire civil pour se doter ultérieurement du nucléaire militaire. La bombe sunnite face à celle en suspens de l'Iran Chiite et à celle d'Israël dans un Moyen Orient à risques, une des régions les plus chaudes de la Planète.

Le vrai carburant des nucléocrates, c'est le fric, le fric !

La raison voudrait que l'on privilégie la sûreté des populations , ici et ailleurs, et non la poursuite d'une industrie mortifère, que l'on stoppe la mise en service de la cuve de l'EPR, prévu à l'origine pour fonctionner 60 ans...

Si la foi irrationnelle dans le nucléaire devait continuer à nous être imposée, nous saurions, en cas d'accident majeur, **qui en seraient les responsables, même si leur multiplicité et leur dilution, voulues, devaient compliquer la tâche :**

- **La direction de L'Autorité de Sûreté Nucléaire** qui connaissait l'état des aciers du Creusot depuis 2005/2006, mais est restée silencieuse alors mais qui a déjà donné fin juin de cette année, un avis, provisoire, dit-elle, favorable aux essais et à la mise en service de l'EPR après **consultations d'experts dont ceux d'AREVA et du Creusot, juges et parties...**
- **Le gouvernement qui en avril 2007** délivrait son décret d'autorisation de création pour 10 ans (DAC).
- **Le Premier Ministre Vals et son collègue Cazeneuve qui fin 2015 ont autorisé la possibilité de déroger aux lois et règlements concernant les installations nucléaires de base** sous pression, décret que nous avons attaqué en Conseil d'Etat avec l'association « *Notre affaire à tous* » . Ce dernier devenu Premier Ministre a promulgué en mars 2017 une prolongation de 3 ans de la construction de l'EPR que nous avons également attaqué devant le Conseil d'Etat. Affaire en cours.
- **Le Gouvernement d'Edouard Philippe auquel participe Nicolas HULOT, responsable de la Transition écologique sous la présidence d'Emmanuel MACRON.**

Autour de nous, l'inquiétude grandit devant ces risques prévisibles de catastrophes financières et accidentelles même si elle ne se traduit pas assez visuellement, ici, à StLô et ailleurs. La force des nucléocrates, c'est le pouvoir d'Etat et le fric. Notre force réside dans notre nombre potentiel. Il faut l'utiliser. Notre protestation plus justifiée que jamais n'est qu'une étape. Aujourd'hui nous prenons date.

Prenez des initiatives, Créez des comités locaux et régionaux STOP EPR . La lutte continue sous toutes les formes que vous lui donnerez.

Prochains rendez-vous :

- **Le soutien au référé au TGI de Paris de l'Observatoire du nucléaire le 10 octobre** pour interdire à l'ASN de valider la cuve de l'EPR.
- **le Forum social mondial antinucléaire qui aura lieu à Paris du 2 au 4 novembre 2017** auquel nous sommes invités à participer.